

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344855>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Une guerre se termine ordinairement par la victoire décisive de l'un des camps en présence, ou par un compromis auquel les belligérants sont amenés de gré ou de force. Mais les accords signés le 14 avril à Genève ont inventé autre chose: ils laissent à l'écart la Résistance afghane qui est au combat, et entérinent le plan unilatéral de décrochage choisi par les Soviétiques; avec les Etats-Unis, extérieurs à la guerre, l'envahisseur garantit l'exécution d'une convention par laquelle son vassal, le gouvernement de Kaboul, s'entend avec un tiers, le Pakistan, sur leur non-immixtion réciproque et le retour des réfugiés en Afghanistan. La naissance de ce monstre diplomatique qui, de surcroît, ne règle rien des réparations que l'agresseur devrait, en bonne justice, à sa victime, laisse donc le conflit se poursuivre avec, il est vrai, une mutation significative. Décontenancé par l'insuccès de ses offensives multipliées avec de gros moyens, peut-être sensible aux pertes de ses troupes, et aux prises avec de sérieux problèmes intérieurs dont le plus grave est sans doute aujourd'hui celui du réveil des nationalités – voir la dispute entre Arméniens et Azeris à propos du Nagorny-Karabakh, province chrétienne englobée dans l'Azerbaïdjan musulman – le Kremlin croit pouvoir faire triompher aujourd'hui la «solution

politique» déjà cogitée par Brejnev: un Afghanistan dominé, sans intervention militaire directe de l'URSS, par un régime satellite conseillé, armé et infiltré.

Les Soviétiques, bien entendu, sont prudents. S'ils ont, avant même la date prévue du 13 mai, retiré spectaculairement de Jalalabad, proche de la frontière pakistanaise, une de leurs brigades relevée par une division de l'armée gouvernementale, ils continuent d'épauler celle-ci partout où les Moudjahiddine sont passés à l'offensive, comme à Kandaher. A fin juin, le repli portait, selon les Soviétiques, sur un cinquième de leurs forces, mais on n'a pas connaissance de retraits affectant le noyau dur de l'armée d'invasion, c'est-à-dire l'aviation, les troupes aéromobiles, les unités spéciales, ou encore les bases aériennes et les grands axes.

La Résistance, pour sa part, ne s'est pas prise au piège d'accords conclus dans son dos; elle a deux buts de guerre: libérer le territoire national de toute présence soviétique, permettre aux Afghans de se gouverner eux-mêmes; elle les poursuit avec une détermination qui n'a pas faibli, en acceptant le risque d'un retour offensif de l'ennemi; car elle est convaincue, et ce qui se passe sur le terrain tend à lui donner raison, que, calendrier ou pas, cet ennemi ne lâchera que ce qu'elle

pourra lui reprendre. Reste la menace de la pénurie. A l'approche du 15 mai, les Résistants ont accumulé, via le Pakistan, tout ce qu'ils pouvaient obtenir d'armes, et surtout d'armes antiaériennes. Les Soviétiques espèrent bien que les accords de Genève tariront cette source; mais comme ils sont eux-mêmes bien décidés à approvisionner leurs sous-ordres afghans comme par le passé, ils ne sauraient contester à la Résistance le droit de se faire ravitailler elle aussi.

*
* * *

Après la relance, en mars, de la guerre chimique par les Irakiens gravement menacés dans leur Kurdistan par la progression des Iraniens sur les hauteurs dominant la cuvette de Halabja, on pouvait s'attendre à voir les premiers chercher à reprendre l'avantage à la faveur de la surprise qu'ils avaient créée, et les seconds s'efforcer d'exploiter les possibilités qu'ils s'étaient ouvertes en direction de Kirkouk et de Bagdad. En fait, les combats se sont bien poursuivis dans la région, mais sans qu'aucun des antagonistes obtienne, en y mettant le paquet, le succès opératif dont les conditions paraissaient réalisées. Et c'est vers le sud que le balancier, une fois de plus, s'est reporté. Passons sur la poursuite de la «guerre des villes», toujours aussi vaine quant à ses résultats. Passons aussi sur les affrontements dans le

golfe Persique, marqués en avril par une vigoureuse riposte américaine sur des plates-formes pétrolières et des navires iraniens en représaille au mouillage de mines par les marins de Khomeiny, et en mai par une recrudescence des raids irakiens sur les terminals iraniens et les bateaux qui y accostent. Les événements importants se sont produits sur terre.

A la mi-avril, l'armée irakienne reprenait, par une offensive, la presque île de Fao perdue il y a deux ans et obligeait les Iraniens à regagner la rive gauche du Chatt el-Arab. Puis, après que ceux-ci eurent lancé, un mois plus tard, une grosse offensive à l'est de Bassorah, leur adversaire reprenait plus au nord, en juin, les îles Majnoun – pétrolifères – dont la possession était disputée depuis quatre ans. On ne se hasarderait pas à dire ce qu'il peut y avoir de définitif dans ces péripéties. Mais on peut constater à ce jour que les Irakiens, engageant une fois de plus les unités de la Garde qui est de tous les coups importants, ont rétabli la situation à leur profit dans le secteur méridional de leur immense front. Pour quelle exploitation, c'est encore à voir.

*
* * *

Pour n'être pas ouverte entre les nations, la guerre n'en continue pas moins au Proche-Orient sous des formes limitées ou indirectes dont les événements de ce dernier trimestre

illustrent la variété et les contradictions. En Judée, en Samarie, à Jérusalem, à Gaza, les Israéliens jugulent depuis de longs mois un «soulèvement» palestinien actionné certes avec méthode, mais qui n'a ni la continuité, ni l'intensité, ni le caractère général qui justifieraient son nom. Ce qui ne les empêche pas d'exécuter, dans le style varié qu'on leur reconnaît, des opérations ponctuelles ou de va-et-vient contre leurs divers ennemis: raids aériens quasi rituels contre les bases de fedayines au Liban, exécution le 16 avril à Tunis d'Abou Jihad, le second de Yasser Arafat, coup de main combiné, début mai, sur Maidoun, base des Hezbollah d'obédience khomeiniste au Sud-Liban. Actions vaines et coûteuses au dire des colombes de Tel-Aviv; mais Tsahal croit d'expérience en l'efficacité de telles initiatives qui permettent l'économie de combats défensifs plus coûteux encore.

D'autant que, à l'intérieur même de ce Liban qui paie toujours plus cruellement la carence d'une force armée nationale, la guerre des factions ne s'apaise pas, et que la Syrie en profite pour consolider son occupation. De sanglants combats ayant opposé à Beyrouth, début mai, la milice Amal chiite prosyrienne à l'Hezbollah chiite instrument de Téhéran, Damas est intervenu pour «imposer la sécurité» dans la capitale libanaise. Mais les quelques centaines de soldats syriens dépêchés sur les lieux et accueillis en sauveurs par une

population exténuée n'avaient pas ordre de réduire et de désarmer les Hezbollah qui, la milice Amal officiellement dissoute, sauf dans le sud du pays, continuent d'incarner au Liban les ambitions messianiques du Vieux de Qom. De sorte que l'occupant consolide sans frais son emprise sur le Liban, et ménage habilement l'Iran, toujours son allié, tout en cultivant l'anarchie dont les Libanais restent les victimes. Ce sont là des réalités qui ramènent à leur juste dimension les rêveries de ceux qui imaginent, à Washington ou ailleurs, qu'une conférence internationale réglerait les conflits du Proche-Orient en trois coups de cuillère à pot.

*
* *

Avant de poursuivre ce tour d'horizon, et sans prétendre connaître la réponse, une question doit être au moins posée: dans quelle mesure la nouvelle stratégie diplomatico-militaire adoptée par le Kremlin envers l'Afghanistan inspire-t-elle, spontanément ou sur un mot d'ordre, le comportement des régimes asiatiques et africains amis de l'URSS dans les conflits auxquels ils sont mêlés? Car enfin, du Vietnam à l'Angola, et de l'Ethiopie à la Libye, il y a des coïncidences et des parentés d'attitude dont on ne saurait dire aujourd'hui si elles sont fortuites ou délibérées.

La question ne concerne évidemment pas le Maroc et l'Algérie, qui ont

rétabli le 16 mai, en prévision du sommet de la Ligue arabe, des relations diplomatiques rompues depuis douze ans. Cette décision n'efface pas les divergences entre Alger et Rabat au sujet du Sahara occidental, dont le Front Polisario est toujours basé et armé en territoire algérien, alors que les Marocains continuent de ceinturer et de défendre contre des attaques sporadiques tout le domaine saharien utile qui s'étend jusqu'à la frontière de Mauritanie.

Le cas de Kadhafi reconnaissant tout soudain, fin mai, le gouvernement tchadien, est plus curieux. Fantastique, le chef libyen peut être sincère en offrant à Hissène Habré le calumet de la paix. Mais jusqu'à quand? Et *quid* de l'avenir de la bande d'Aouzou, ce territoire qu'il ne fait pas mine de lâcher? Et *quid* des éléments de la Légion islamique et des rebelles tchadiens qui escadronnaient dans le Darfour soudanais? Il se peut que Kadhafi les ait rappelés, comme il se peut aussi qu'ils restent dans la nature, pour le jour où Tripoli se sentirait prêt à chercher sa revanche... Quant à l'accord de paix signé le 3 avril entre la Somalie et l'Ethiopie, il est certes le fruit de la patience du président Syad Barré qui proposait depuis deux ans le retrait des troupes stationnées de part et d'autre de la frontière de l'Ogaden; mais il ne serait sans doute pas intervenu si Menghistu, qui ne peut rien sans les armes soviétiques et reste donc comptable de leur usage, n'avait eu le plus urgent besoin de dégager des

forces supplémentaires pour faire face à l'agressivité croissante des guérillas d'Erythrée et du Tigré. Addis-Abeba et Mogadiscio ont donc eu en même temps intérêt à suspendre leur querelle, qui risque fort de se réveiller le jour où le régime marxiste éthiopien se croira les mains libres.

Mais voici deux situations plus caractéristiques. Celle de l'Indochine d'abord. Fin mai, Hanoï a retiré la moitié – environ 20 000 hommes – de ses forces d'occupation au Laos et annoncé, pour la fin de l'année, l'évacuation de 50 000 des 90 000 combattants qu'il entretient au Cambodge. Les raisons de ce recul sont évidentes: d'abord, Hanoï ne vient pas à bout d'une résistance armée qui, au Cambodge surtout, lui a tenu la dragée haute; ensuite, comme on pouvait le prédire, le communisme n'a réussi à installer que la misère et la famine dans les territoires qu'il a conquis; enfin l'URSS, qui finance ce gâchis, a fini par trouver que cela coûtait un peu cher et entravait de surcroît ses efforts de conciliation à l'égard de la Chine. Le vassal vietnamien a donc dû mettre les pouces. Tout ce que Moscou va exiger encore de lui, c'est de ne pas découvrir les grandes bases aériennes et navales que les Soviétiques détiennent au Vietnam et au Cambodge. A cette condition, le Kremlin peut inciter Hanoï à lâcher du lest, ce qui ne veut pas dire que les Etats d'Indochine ruinés et subjugués par le Nord-Vietnam retrouveront de sitôt leur indépendance.

Autre situation non moins intéressante: à Londres en mai, puis au Caire en juin, des rencontres ont eu lieu entre Africains du Sud, Angolais, Cubains et Américains, en l'absence remarquée de l'UNITA, principal mouvement de résistance armée au régime de Luanda, et de la SWAPO qui milite avec la bénédiction de l'ONU pour la conquête de la Namibie. Deux problèmes sont liés comme on sait: d'une part, celui du départ des 40 000 Cubains qui tiennent à bout de bras le régime marxiste angolais, et que Fidel Castro, crainte du SIDA aidant, n'a pas grande envie de rapatrier; d'autre part, celui de l'indépendance de l'ancien Sud-Ouest africain, que Pretoria n'entend pas négocier sous la menace, très présente si l'on en juge par les renforts acheminés au sud de l'Angola par le gouvernement de Luanda et ses alliés, d'une offensive renouvelée contre l'UNITA. A l'arrière-plan de ces tractations, il y a Moscou qui agit par Cubains et Angolais interposés, et Washington qui, récusant pour des raisons de politique intérieure toute affinité avec l'Afrique du Sud, n'en avoue pas moins, par son soutien à l'UNITA, sa volonté de contrer l'influence de l'URSS en Afrique australe. Autant dire que la partie n'est pas jouée.

Quand on aura ajouté que, en Amérique centrale et singulièrement au Nicaragua, l'impasse est actuellement totale parce que le gouvernement de Managua répugne à s'écarter de son idéal marxiste et parce que la Contra,

assez mollement soutenue par les Etats-Unis en fièvre électorale, ne sait plus très bien si elle doit transiger ou se battre, on aura fait, croyons-nous, la revue de situations conflictuelles qui pourraient déboucher aussi bien sur une recrudescence des affrontements brutaux que sur des arrangements dont la durée est douteuse.

* * *

Reste à voir où l'on en est dans les relations stratégiques Est-Ouest. Le Sénat américain ayant finalement ratifié le traité sur la suppression des missiles de portée intermédiaire, il convient d'attendre le résultat concret des mesures destinées à vérifier l'exécution de cet accord. Pour la suite, on notera que la rencontre Reagan-Gorbatchev à Moscou n'a été, très normalement, qu'une étape sur la voie qui devrait conduire à la réduction parallèle des armements nucléaires de portée intercontinentale, et que le problème du rééquilibrage des forces classiques reste entier. Le Pacte de Varsovie a beau appeler à un désarmement classique «de l'Atlantique à l'Oural», le fait est que le camp socialiste poursuit systématiquement le renforcement de ses moyens «conventionnels» en Europe centrale, alors que l'OTAN peine à maintenir les siens. N'a-t-il pas fallu la compréhension de l'Italie pour que les F-16 expulsés d'Espagne trouvent un asile propice à la défense militaire de l'Europe?

J.-J. C.
30.6.88